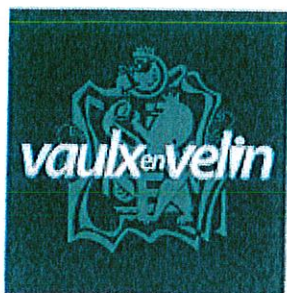


REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE DE VAULX-EN-VELIN



MÉTROPOLE DE LYON

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 janvier 2018

Compte rendu affiché le 30 janvier 2018

Date de convocation du Conseil municipal le 17 janvier 2018



Président : Madame Hélène GEOFFROY, Maire.

Secrétaire élu : Monsieur Jacques ARCHER

Membres présents à la séance :

Hélène GEOFFROY, Pierre DUSSURGEY, Matthieu FISCHER, Stéphane GOMEZ, Muriel LECERF, Fatma FARTAS, Ahmed CHEKHAB, Eliane DA COSTA, Marie-Emmanuelle SYRE, Nadia LAKEHAL, Yvan MARGUE, David TOUNKARA, Liliane BADIOU, Jean-Michel DIDION, Nassima KAOUAH, Jacques ARCHER, Régis DUVERT, Josette PRALY, Stéphane BERTIN, Yvette JANIN, Antoinette ATTO, Christine BERTIN, Christine JACOB, Mourad BEN DRISS, Oscar ARAZ, Myriam MOSTEFAOUI, Bernard GENIN, Philippe ZITTOUN, Nordine GASMI, Charazede GAHROURI, Philippe MOINE, Sacha FORCA, Batoul HACHANI, Mustafa USTA.

Membres absents excusés ayant donné pouvoir :

Kaoutar DAHOUM à Jean-Michel DIDION, Pierre BARNEOUD à Myriam MOSTEFAOUI, Armand MENZIKIAN à Stéphane GOMEZ, Saïd YAHIAOUI à Philippe ZITTOUN, Christiane PERRET-FEIBEL à Philippe MOINE.

Membres absents excusés : Virginie COMTE

Membres absents : Morad AGGOUN, Nawelle CHHIB, Laurent PATRY

Membres démissionnaires : Marie-France VIEUX-MARCAUD, Sophie CHARRIER, Sandra OLIVER, Dorra HANNACHI, Patrick MANDOLINO.

Nombre de membres		
Art. 2121-2 du CGCT	En Exercice	Qui ont pris part à la délibération
43	43	39

Objet :

-----  
18.01.0866

Budget principal de la ville 2018 -  
Débat d'orientation budgétaire

## **RAPPORT DE MONSIEUR DUSSURGEY**

**Mesdames, Messieurs,**

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est obligatoire pour les communes de plus de 3 500 habitants et leurs groupements (articles 11 et 12 de la loi du 6 février 1992), et doit avoir lieu dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

L'article 107 de la loi nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du Code général des collectivités territoriales relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.

Le contenu du rapport comprend désormais les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, la présentation des engagements pluriannuels, des informations sur la structure et la gestion de la dette ainsi que l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

En conséquence, je vous propose :

➤ d'approuver les orientations présentées lors du débat d'orientation budgétaire 2018.

**Le Conseil municipal, après avoir délibéré, et à la majorité,**

<b>Nombre de suffrages exprimés : 33</b>
Votes Pour : 29
Votes Contre : 4
Abstention : 6

➤ approuve les orientations présentées lors du débat d'orientation budgétaire 2018.

**Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois, et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.**

**Pour extrait conforme**



**Madame la Maire,**

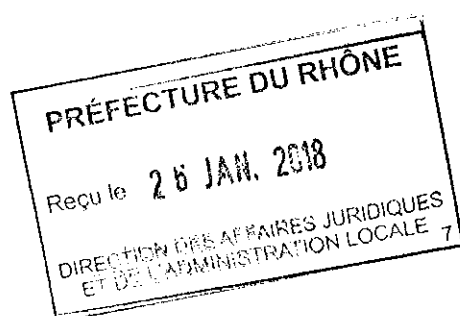
**Hélène GEOFFROY**

# **VILLE DE VAULX-EN-VELIN**

## **Rapport d'orientation budgétaire 2018**

**Séance du 23 janvier 2018**

*Budget principal de la Ville et budgets annexes du planétarium, de la télésurveillance, et de la maison des fêtes et des familles.*



## Sommaire

Introduction.....	3
1- Le contexte actuel des finances publiques locales et la stratégie budgétaire de la ville.....	4
1-1 : Le contexte international et national des finances publiques. ....	4
1-2 : Une relation financière contractualisée entre Etat et collectivités qui détermine les choix financiers de la ville. ....	9
1-3 : Les contraintes spécifiques des finances du bloc communal. ....	10
1-4 : La stratégie budgétaire de la ville de Vaulx-en-Velin.....	12
2- Les orientations budgétaires et financières de la ville de Vaulx-en-Velin .....	13
2-1 : Analyse rétrospective des dépenses et des recettes du budget principal.....	13
2-2 : Eléments de stratégie financière pour le budget principal.....	19
2-3 : La dette de la ville. ....	21
2-4 : Les grands projets du mandat.....	22
3- Les budgets annexes.....	24
3-1 : Le planétarium. ....	24
3-2 : La maison des fêtes et des familles.....	24
3-3 : La télésurveillance .....	25
3-4 : Les budgets sociaux et médico-sociaux (résidence Croizat et service de soins infirmiers à domicile, SSIAD).....	25
4- Structure et évolution des dépenses de personnel et des effectifs.....	26
4-1 : Exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.....	26
4-2 : Bilan en termes d'égalité femme-homme. ....	30
4-3 : Perspectives d'évolution. ....	31

## Introduction

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est un temps essentiel qui permet de rendre compte de la gestion de la ville, de débattre des orientations budgétaires et surtout des projets structurants pour celle-ci. L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », publiée au journal officiel du 8 août 2015 a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux. Aussi, dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le maire sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. L'information est même renforcée dans les communes de plus de 10 000 habitants puisque le rapport d'orientations budgétaires (ROB) doit, en outre, comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses, ainsi que préciser notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel.

Le débat d'orientation budgétaire doit en effet permettre au Conseil municipal de discuter des orientations qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif, voire au-delà pour certains programmes significatifs inscrits dans la programmation pluriannuelle d'investissement (PPI). Mais ce doit être aussi l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution financière de la collectivité, en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur nos capacités de financement. A ce titre, le nouveau dispositif adopté dans le projet de loi de programmation des finances publiques 2018-2020, avec une contractualisation entre l'Etat et les 340 collectivités au volume budgétaire le plus conséquent, est déterminant pour les choix budgétaires de la ville. Avec une croissance des dépenses de gestion courante limitée à 1,2% pour les collectivités (avec des modulations limitées), sans quoi les dotations baissent de 75% de la différence l'année n+1, les choix en matière de politiques publiques conduites sont plus que jamais contraints.

Le budget primitif 2018 se fondera donc sur les trois orientations structurantes de la politique municipale : la poursuite et le développement des grandes priorités du mandat (renouvellement urbain, éducation et jeunesse, qualité des politiques de proximité), la maîtrise de la dette et le maintien des taux de la fiscalité locale. Mais aussi sur cette nouvelle contrainte, qui entraînera un niveau d'économies de l'ordre de 2 millions d'euros sur la période. Un plan d'économies sur les dépenses de fonctionnement va donc être structuré de façon à poursuivre les efforts déjà entrepris, et identifier les marges de manœuvre sur différentes thématiques (regroupement et rationalisation des dépenses administratives courantes, périmètre de politiques publiques, rénovation thermique des bâtiments, optimisation de la commande publique, réorganisation de certains services).

Le présent rapport a donc pour objet de fournir les éléments utiles à la réflexion en vue de la prochaine séance du Conseil municipal. Il y a lieu d'indiquer qu'il est envisagé de voter le budget primitif 2018 (budget principal et budgets annexes) en mars prochain.

Ce rapport est construit comme afin que les administrés de notre commune aient l'ensemble des éléments financiers nécessaires à la compréhension des choix portés par l'exécutif.

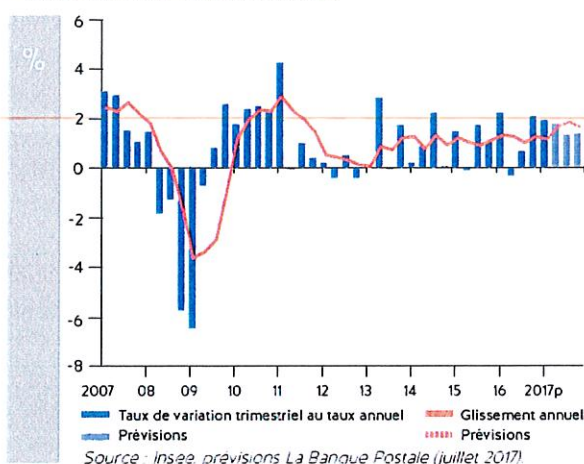
# 1- Le contexte actuel des finances publiques locales et la stratégie budgétaire de la ville.

## 1-1 : Le contexte international et national des finances publiques.

La croissance de l'économie française s'est renforcée au cours de la première partie de l'année. Sur l'ensemble de l'année 2017, elle devrait avoisiner 1,5 %, la meilleure performance depuis 2010, en raison notamment du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du pacte de responsabilité et de solidarité. De plus, une amélioration de l'environnement international, notamment européen, permet de conforter une dynamique interne positive en matière d'investissement et d'emploi. Le taux de chômage reculerait ainsi sensiblement cette année. Dans ce contexte, bien que demeurant toujours très bas, le taux d'intérêt à 10 ans pourrait amorcer une remontée très graduelle l'an prochain.

### ÉVOLUTION DU PIB EN FRANCE

\* La Banque Postale Collectivités Locales



### PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

(moyennes annuelles)

	2016	2017 e	2018 p
Taux de croissance du PIB	1,1	1,5	1,4
Taux d'inflation	0,2	0,9	1,2
Taux de chômage	9,8	9,2	9,0

e : estimations  
p : prévisions

Source : Insee, prévisions La Banque Postale (juillet 2017)

En dépit de cette conjoncture plus favorable, le contexte international et national des finances publiques demeure marqué par les incertitudes. Ce contexte est un des déterminants du niveau très bas des taux d'intérêt actuels, les structures publiques étant encore identifiées comme des « financements refuges » par les établissements bancaires.

De façon globale et en dépit de situations individuelles complexes, la situation financière des collectivités s'est en effet améliorée ces deux dernières années. Il faut rappeler que les collectivités ont été mises à contribution pour le redressement des finances publiques ; cela s'est traduit par la baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée par l'Etat aux collectivités de 11,5 milliards d'euros entre 2014 et 2017. Pour les villes éligibles à la Dotation de la Solidarité Urbaine (DSU) au titre de la politique de la ville, cette baisse a été compensée par une augmentation significative et régulière de la DSU sur cette même période (passage de 1,55 milliard d'euros en 2014 à 2,09 milliards d'euros en 2017, soit une augmentation de 35% en trois ans). De façon générale, les collectivités territoriales ont connu une amélioration de leurs ratios financiers, notamment l'épargne brute tirée de la section de fonctionnement :

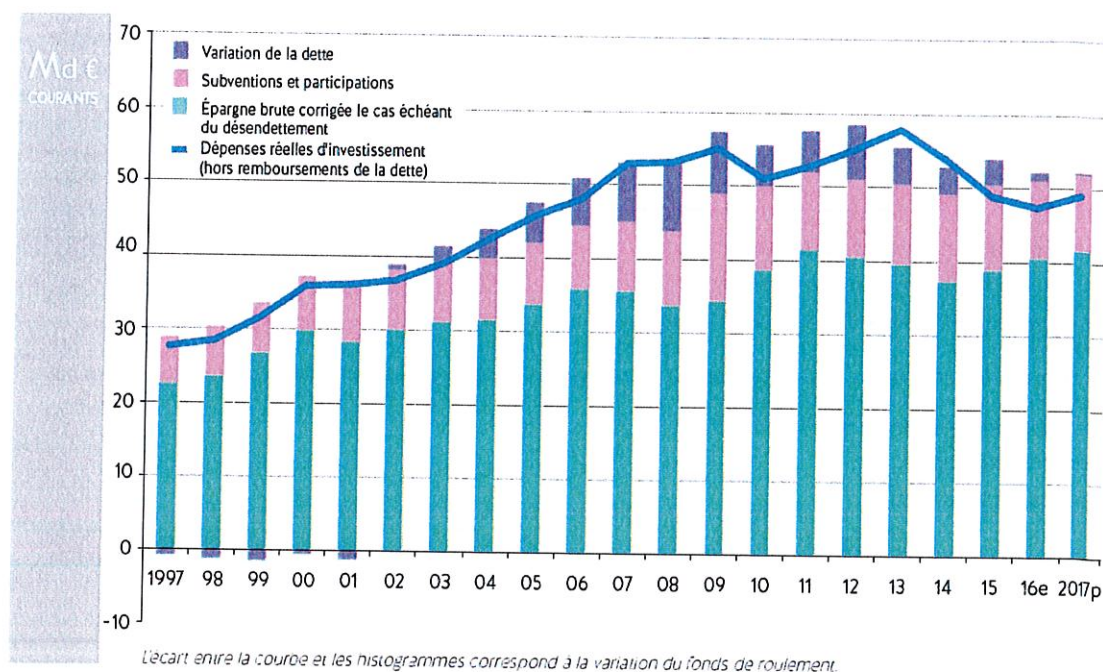
SECTION DE FONCTIONNEMENT	16/15 %	2016e Md €	17/16 %	2017p Md €	FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT	16/15 %	2016e Md €	17/16 %	2017p Md €
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>219,1</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>222,6</b>	<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>- 3,3</b>	<b>47,3</b>	<b>+ 3,7</b>	<b>49,1</b>
Recettes fiscales	+ 3,4	137,7	+ 3,6	142,6	financées par :				
Dotations de l'État	- 8,0	41,3	- 5,2	39,2	• Autofinancement (4)=(3)-(5)	+ 5,2	35,9	+ 7,6	38,6
Autres	+ 0,4	40,1	+ 1,8	40,8	• Recettes d'investissement	- 7,9	10,5	- 2,9	10,2
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>- 0,3</b>	<b>178,5</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>181,1</b>	• Flux net de dette* :	-	+ 0,9	-	+ 0,3
Dépenses de personnel	+ 0,9	64,3	+ 2,0	65,6	- Emprunts nouveaux	- 10,5	17,2	- 2,5	16,8
Achats de biens et services	- 1,5	38,4	+ 1,1	38,8	- Remboursements	+ 3,0	16,3	+ 1,5	16,5
Prestations sociales et transferts versés	+ 0,4	60,4	+ 1,6	61,4	<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT (5)</b>	<b>-</b>	<b>+ 4,8</b>	<b>-</b>	<b>+ 2,9</b>
Autres	- 4,7	10,5	+ 1,9	10,7	<b>ENCOURS DE DETTE au 31/12</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>181,8</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>182,2</b>
Intérêts de la dette	- 6,1	4,8	- 6,2	4,5					
<b>ÉPARGNE BRUTE (3)=(1)-(2)</b>	<b>+ 4,4</b>	<b>40,6</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>41,5</b>					

e : estimations p : prévisions  
Budgets principaux et budgets annexes.  
\* hors opérations financières.

Ceci s'est fait au prix d'efforts de gestion et d'un investissement public local en diminution nette depuis 2013. Si certains de ceux-ci pouvaient être reportés sans conséquence directe sur l'état des infrastructures et de l'activité économique, plusieurs associations d'élus alertent sur la nécessité de redonner une capacité à investir aux collectivités de façon à répondre aux besoins, qu'il s'agisse d'entretien du patrimoine ou du financement de nouvelles infrastructures (transport, équipements).

## L'INVESTISSEMENT LOCAL ET SON FINANCEMENT

La Banque Postale Collectivités Locales



En juillet 2017 avec la publication du rapport sur l'évolution de l'économie nationale et sur les orientations des finances publiques, préparatoire au débat d'orientation des finances publiques, le gouvernement a présenté les grandes orientations du mandat en termes de trajectoire des comptes publics et de réduction des déficits. Ces orientations de l'Etat sont caractérisées par plusieurs priorités :

- L'amélioration du solde nominal du déficit public, qui passera de 3% du PIB en 2017 à 0,5% en 2022.
- Des baisses concomitantes de la pression fiscale (affichage d'un niveau de prélèvements obligatoires de 44,6% en 2017 et de 43,5% en 2022) et de la dépense publique (passage de 54,7% en 2017 à 51,3% du PIB en 2022).
- Revoir l'architecture du système fiscal français, dans un double objectif de réorientation de celui-ci vers le soutien à l'activité et aux actifs (fiscalité moins forte sur le travail).
- Revoir la « gouvernance de l'évolution des dépenses publiques », pour assurer le respect du cadre fixé par la trajectoire des comptes publics. L'Etat a ainsi décidé d'un nouveau dispositif de contractualisation sur l'évolution des dépenses des 340 collectivités dont les dépenses de fonctionnement dépassent les 60 millions d'euros. Ceci concerne Vaulx-en-Velin, au même titre que Lyon, Villeurbanne et Vénissieux au sein de la Métropole.

### Trajectoire de retour à l'équilibre

En points de PIB	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Trajectoire pluriannuelle</b>						
<b>Solde nominal</b>	<b>-3,0</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,9</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,5</b>
<i>Solde nominal hors surcoût temporaire de la transformation du CICE en baisse de cotisations sociales *</i>	-3,0	-2,7	-2,1	-1,5	-0,9	-0,5
Solde structurel (% du PIB potentiel) *	-2,2	-2,2	-1,8	-1,5	-1,2	-1,1
<b>Dépense publique (1)</b>	<b>54,7</b>	<b>53,8</b>	<b>53,1</b>	<b>52,2</b>	<b>51,7</b>	<b>51,3</b>
Croissance de la dépense publique en volume (%)	0,9%	0,0%	0,2%	0,0%	0,6%	0,9%
<b>Taux de prélèvements obligatoire (2)</b>	<b>44,6</b>	<b>44,0</b>	<b>43,1</b>	<b>43,3</b>	<b>43,5</b>	<b>43,5</b>
<b>Dette publique</b>	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>97 ½</b>	<b>96 ½</b>	<b>94 ½</b>	<b>92</b>
<b>Analyse des coups partis</b>						
<b>Solde nominal</b>	<b>-3,0</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,9</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,5</b>
<i>Effet des coups partis en recettes</i>	-	-0,4	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1
<i>Effet des coups partis sur la masse salariale</i>	-	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
<i>Autres coups partis recensés par la Cour</i>	-	-0,3	-	-	-	-
Solde hors décisions antérieures en recettes et en dépenses (3)	-	-1,8	-	-	-	-

\* Le coût de la transformation du CICE en baisse de cotisations sociales creuse temporairement le solde nominal de 1,0 point de PIB en 2019. Le solde structurel n'est pas affecté, car ce surcoût est considéré comme une mesure exceptionnelle et temporaire ou one-off.

(1) Hors crédits d'impôts

(2) Net des crédits d'impôts

(3) En recettes : notamment hausse du taux de CICE; création d'un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi destiné aux associations; extension du crédit d'impôt pour les services à la personne. En dépenses : coups partis recensés par la Cour dans l'audit des finances publiques (non pris en compte sur le reste de la trajectoire)

Pour les collectivités territoriales, la loi de finances pour 2018 se traduit par plusieurs modifications d'ampleur concernant leurs sources de financement, même si à ce jour le contenu de certaines mesures reste à préciser. Des approfondissements ont eu lieu lors de la Conférence nationale des territoires de décembre 2017.

### **1) La refonte de la fiscalité locale**

La fiscalité des collectivités locales enregistrera deux modifications importantes en 2018 et pour les années à venir.

La première est inscrite en loi de finances pour 2017. Afin de financer notamment la montée en charge de leur compétence en matière de développement économique, les régions bénéficieront à compter de 2018 du transfert d'une fraction de TVA pour compenser la suppression de leur dotation globale de fonctionnement (DGF) et de la dotation générale de décentralisation (DGD) Corse. Cette fraction de TVA, qui pourrait atteindre 4,7 milliards d'euros (soit 25 % des recettes fiscales régionales de 2017), évoluera comme le produit de la TVA au niveau national.

La deuxième a été confirmée lors de la Conférence nationale des territoires en juillet 2017, puis en décembre de cette même année dans le cadre de la loi de finances pour 2018. La taxe d'habitation (22 milliards d'euros), perçue par le bloc communal, ne sera plus acquittée que par 20% des ménages d'ici 2020. Dès 2018, l'ensemble des contribuables concernés par la réforme verront leur montant de taxe d'habitation réduit de 30% par rapport à sa valeur de 2017, avec application éventuelle des mesures fiscales décidées par l'assemblée délibérante en matière d'abattements. Cette réforme s'étalera sur trois ans et le manque à gagner sera compensé par un dégrèvement, l'État se substituant au contribuable local. Selon les premières estimations du gouvernement, le produit acquitté par 20% des ménages toujours assujettis représente environ 9 milliards d'euros, soit 40% de la taxe d'habitation actuelle. Plusieurs éléments de mise en œuvre ont été annoncés : une progressivité de la réforme sur trois ans (jusqu'à l'exonération complète des contribuables avec un revenu fiscal de référence inférieur à 27.000 euros pour une part), et la prise en compte des taux de l'année 2017 pour le calcul des dégrèvements reversés par l'Etat aux collectivités. Cependant, la pérennité de ces modalités de compensations demeure en question. La revalorisation des bases fiscales a elle été établie à 1,3% dans la loi de finances pour 2018 (0,9% en 2016, 0,4% en 2017).

Plus largement, l'exonération de taxe d'habitation pour 80% des redevables questionne les perspectives de moyen terme en matière d'autonomie financière et d'autonomie fiscale. Le groupe de travail annoncé quant à la suppression totale de la taxe d'habitation doit plancher sur un nouveau « panier fiscal » des collectivités à compter de 2020. En ce qui concerne Vaulx-en-Velin, la taxe d'habitation très élevée, pour des raisons historiques, apparaît comme particulièrement injuste et sa suppression est une bonne mesure. Toutefois, il existe un risque de déboucher sur une situation dans laquelle les choix des collectivités en matière de recettes soient extrêmement réduits, avec le risque de fragiliser le lien entre contribuable et exécutifs locaux.

### **2) L'évolution des concours financiers de l'Etat aux collectivités.**

Depuis 2014, les collectivités subissent une baisse nette de leurs dotations ; cette réduction des concours financiers de l'Etat aux collectivités a consisté dans une contribution au redressement des finances publiques (CRFP), qui s'est traduite par une baisse de la principale dotation que leur verse l'État, la DGF. Cette contribution s'est élevée de 2014 à 2017 à 11,5 milliards d'euros. Elle a donc permis de diminuer directement les dépenses de l'État, avec un effet induit sur celles des collectivités.

Pour les concours financiers de l'Etat aux collectivités, les mesures prévues dans la loi de finances pour 2018 sont les suivantes :

- La dotation globale de fonctionnement (DGF) augmentera légèrement (+327 millions d'euros) pour s'établir à 30,98 milliards d'euros (augmentation légèrement supérieure à 1%). L'impact indicatif pour la ville de Vaulx-en-Velin serait de l'ordre de 50.000 euros, du fait de l'augmentation de la population.
- Les composantes péréquatrices de la DGF augmenteront de 190 millions d'euros en 2018 (+90 millions d'euros pour la dotation de solidarité rurale, +90 millions d'euros pour la dotation de solidarité urbaine, +10 millions d'euros pour les dotations de péréquation des départements). Cette croissance est deux fois moindre qu'en 2017. L'impact est notable pour Vaulx-en-Velin, dont la première dotation en termes de montant est la DSU (16,5 millions d'euros en 2017). Après une progression de 1,5 million d'euros en 2017 (+10%), la progression devrait être réduite à 750.000 euros (+5%).
- Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales sera maintenu à son niveau de 2017, à 1 milliard d'euros. Ceci ne concerne pas la ville de Vaulx-en-Velin, mais la Métropole de Lyon (l'échelon intercommunal est celui retenu pour le calcul de la richesse du territoire).
- Les dotations de soutien à l'investissement s'établissent à 1,8 milliard d'euros, réparties comme suit : 996 millions d'euros pour la dotation d'équipement des territoires ruraux, 150 millions d'euros pour la dotation politique de la ville et 665 millions d'euros pour la dotation de soutien à l'investissement local. Au sein de celle-ci, un nouveau fonds d'appui aux réformes, doté de 55 millions d'euros, sera créé pour aider les collectivités dans leurs réformes structurelles (communes nouvelles, fusions...). Ces fonds, au même titre que le plan d'investissement de l'Etat, devront donner lieu à la valorisation des projets municipaux éligibles. Lors de l'année 2017, trois projets d'investissement de la ville de Vaulx-en-Velin (travaux d'accessibilité de l'année 2017, travaux sur le groupe scolaire Neruda et travaux de rénovation de l'éclairage public) ont donné lieu à une subvention globale de 181.874 euros.
- L'automatisation de la gestion du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) sera bien mise en œuvre. Le FCTVA sera certes revalorisé de 80 millions d'euros en 2018 (en prévision de la reprise de l'investissement des collectivités, sans réévaluation du taux de compensation), mais il figure dans l'enveloppe normée. Ce n'était pas le cas auparavant ; ainsi, sa progression pourra induire la baisse d'autres composantes des concours financiers (les compensations d'exonération notamment).
- Le fonds de soutien au développement des activités périscolaires, qui tient sur le décret du 6 mars 2016, a été annoncé comme maintenu par le gouvernement. En 2016, ce fonds a représenté une recette de 636.000 euros pour le budget communal. Il y a donc un enjeu financier significatif quant à son maintien.

Pour une ville comme Vaulx-en-Velin, au-delà de la question du maintien en valeurs des dotations, la problématique principale est celle de la poursuite (ou non) de la croissance des dotations de péréquation (dotation de solidarité urbaine et dotation politique de la ville). Si le chef de l'Etat avait promis de «doubler l'ambition des projets de renouvellement urbain pour atteindre 10 milliards d'euros», le financement structurel des villes concernées n'a pas été abordé.

### 3) Les dispositifs partenariaux remis en question.

En termes financiers, l'été a été marqué par la réduction sur les crédits 2017 des contrats de ville de 46,5 millions d'euros. Cette décision a donné lieu à des remboursements par les collectivités concernées d'une part de leurs crédits à l'Etat, au détriment des actions menées en faveur des habitants des quartiers les plus pauvres. Pour la ville de Vaulx-en-Velin, ceci a représenté un montant de 65.000 euros.

Mais plus encore que cette diminution des crédits de l'année 2017, c'est la pérennité de ces dispositifs partenariaux qui interroge. Si le montant des crédits gouvernementaux peut être sujet à renégociation constante, cela questionne sur le maintien de certaines interventions de proximité.

De même, la baisse du nombre de contrats aidés a été confirmée (limitation du financement de ces contrats à 200.000 pour 2018). Pour de nombreuses villes, cela représente un levier d'insertion non négligeable ; les modalités de maintien de certains dispositifs (type ASV) n'ont pas été confirmées. Les contrats aidés seront ciblés sur deux secteurs, l'urgence sanitaire et sociale, où le volume des emplois aidés sera maintenu, et l'accompagnement des enfants handicapés en milieu scolaire.

Pour la ville de Vaulx-en-Velin, ceci constitue une baisse de financement de postes très significative, qui implique une baisse du nombre de contrats envisagés (au total, passage de 62 contrats en 2017 à 35 en 2018).

Emplois aidés	2017			2018			ECART	
	Effectifs	ETP	Recettes	Effectifs	ETP	Recettes	Effectifs	Recettes
Adultes Relais	8	7,5	142 020	8	8	151 488	-	9 468
Contrat Accompagnement à l'Emploi (CAE)	19	19	199 062	5	2,2	21 316	- 14	- 177 746
Emplois d'avenir	35	32	454 073	22	9,4	125 453	- 13	- 328 620

## 1-2 : Une relation financière contractualisée entre Etat et collectivités qui détermine les choix financiers de la ville.

Un nouveau mécanisme a été décidé par le gouvernement pour les années à venir, dans le cadre du projet de loi de programmation des finances publiques 2018-2020: les collectivités locales devront réaliser 13 milliards d'euros d'économies sur leurs dépenses de fonctionnement « en trajectoire » - c'est-à-dire par rapport à ce qu'aurait dû être l'évolution de leurs dépenses, comprenant l'inflation et l'augmentation structurelle de certaines charges - d'ici à la fin du quinquennat, en 2022. La logique qui jusque-là prévalait pour contraindre les dépenses des collectivités territoriales (baisse des dotations), est remplacée par une obligation portée sur les dépenses. En effet, le nouveau dispositif imposé par l'Etat aux 340 plus grandes collectivités (celles dont les dépenses de fonctionnement du budget principal dépassent les 60 millions d'euros) porte sur une modulation des dotations en fonction d'objectifs fixés d'évolution des dépenses. Ceci concerne la ville de Vaulx-en-Velin, et se traduira par des « contrats » actant l'engagement des collectivités à demeurer dans une croissance des dépenses de gestion courante inférieure à 1,2%. Un non-respect de cette obligation entraînera une baisse de 75% de l'écart constaté sur la DGF de l'année n+1. Une non-signature du « contrat » portera cette diminution à 100% de l'écart constaté. Cet objectif de 1,2% d'évolution des dépenses de fonctionnement sera porté à 1,1% pour le bloc communal, tout en étant sujet à une modularité en fonction de trois critères :

- La démographie : évolution du nombre d'habitants par rapport à la moyenne nationale.
- La richesse, en fonction du revenu moyen / habitant.
- Les efforts passés sur les dépenses de gestion courante (2016).

Ces différents critères pourraient être – sous réserve de leurs modalités de calcul – favorables à la ville. Chacun de ceux-ci pourra faire évoluer le taux cible de plus ou moins 0,15%. Pour la ville de Vaulx-en-Velin, il s'agira ainsi d'être attentif à la modulation de ce taux d'évolution des dépenses de gestion courante.

Par rapport à la trajectoire « naturelle » des dépenses de gestion courante de la collectivité et celle proposée dans le cadre de la prospective, l'évolution des dépenses liées à ce contrat (sur la base d'un taux d'évolution de 1,2%) serait la suivante :

	2016	2017	2018	2019	2020	Différence par rapport à l'évolution structurelle
Dépenses de gestion courante - évolution structurelle	66 587 863,15	69 586 165,07	71 133 102,07	72 543 220,81	74 299 581,93	
dont nouveaux équipements (GS Beauverie, GS du sud, Médiathèque / Maison de quartier)			382 000,00	830 000,00	1 605 000,00	
Taux d'évolution	-0,66%	4,50%	2,22%	1,98%	2,42%	
Prospective financière - maintien de la solvabilité financière	66 587 863,15	69 586 165,07	70 583 102,07	71 443 220,81	72 799 581,93	1 500 000,00
Taux d'évolution	-0,66%	4,50%	1,43%	1,22%	1,90%	0,69%
Contractualisation Etat / ville - base de croissance de 1,2%	66 587 863,15	69 586 165,07	70 421 199,05	71 266 253,44	72 121 448,48	2 178 133,44
Taux d'évolution	-0,66%	4,50%	1,20%	1,20%	1,20%	1,01%

La prospective retient un niveau d'économies de 1.500.000 euros par rapport à l'évolution « naturelle » des dépenses de gestion courante. Ceci correspondrait à une évolution moyenne de 1,5% des dépenses de gestion courante à partir de 2018, ce qui constitue déjà un effort notable. Un niveau de croissance des dépenses de gestion courante normé à 1,2% viendrait accroître la contrainte de près de 700.000 euros. La capacité d'absorption de ce niveau de contrainte, avec la sortie de trois équipements nouveaux entre 2018 et 2020, apparaît très réduite.

### 1-3 : Les contraintes spécifiques des finances du bloc communal.

Après trois exercices de baisse des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales, plusieurs tendances ont été observées au niveau communal en 2016 :

- Une stabilité en valeur des dépenses de fonctionnement, notamment pour les dépenses de personnel.
- Une augmentation des recettes fiscales de 4%, notamment par des augmentations des taux, pour compenser la baisse des dotations de l'Etat (-12,8%).
- Une légère reprise de l'investissement (+0,6%), qui correspond également au cycle de l'investissement public : les premières années de mandat sont consacrées à la définition et l'étude des projets, avant des réalisations effectives sur la seconde partie du mandat.

Les mêmes tendances devraient être observées en 2017, avec cependant une reprise plus marquée de l'investissement.

SECTION DE FONCTIONNEMENT	16/15 %	2016e Md €	17/16 %	2017p Md €	FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT	16/15 %	2016e Md €	17/16 %	2017p Md €
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>80,5</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>80,8</b>	<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>19,4</b>	<b>+ 4,1</b>	<b>20,2</b>
Hors FCCT*	- 1,1	79,5	+ 0,5	79,9	financées par :				
Recettes fiscales**	+ 4,0	52,4	+ 1,7	53,3	- Autofinancement (4)-(3)-(5)	+ 19,5	9,8	+ 11,5	10,9
Dotations de l'État	- 12,8	14,7	- 4,0	14,1	- Recettes d'investissement	- 7,5	10,3	- 1,2	10,1
Produits des services et ventes diverses	+ 3,9	5,8	+ 1,1	5,8	- Flux net de dette***	-	- 0,6	-	- 0,8
Autres	+ 0,1	7,6	+ 0,0	7,6	- Emprunts nouveaux	- 8,7	5,6	- 3,0	5,4
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>69,3</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>69,5</b>	- Remboursements	+ 1,8	6,2	+ 0,7	6,3
Hors FCCT*	- 1,3	68,3	+ 0,3	68,6	<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT (5)</b>	<b>-</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>-</b>	<b>+ 0,4</b>
Dépenses de personnel	- 0,0	37,0	+ 1,4	37,5	<b>ENCOURS DE DETTE au 31/12</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>64,7</b>	<b>- 1,1</b>	<b>64,0</b>
Charges à caractère général	- 1,9	16,8	+ 0,3	16,9					
Autres	+ 4,4	13,5	- 0,7	13,4					
Intérêts de la dette	- 6,7	2,0	- 11,9	1,7					
<b>ÉPARGNE BRUTE (3)=(1)-(2)</b>	<b>- 0,2</b>	<b>11,2</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>11,3</b>					

e : estimations p : prévisions

Budgets principaux.

\* fonds de compensation des charges territoriales des communes de la Métropole du Grand Paris.

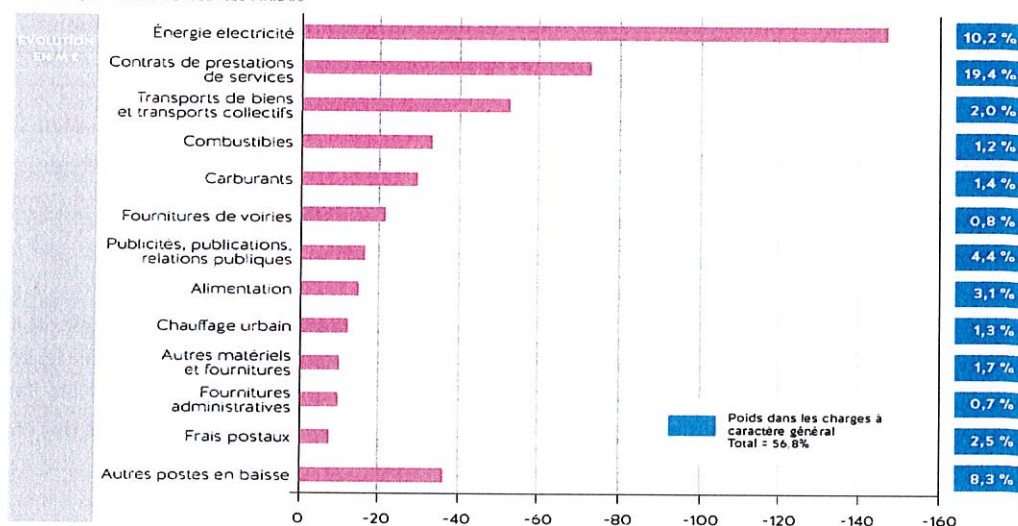
\*\* y compris les reversements fiscaux en provenance des groupements à FPU.

\*\*\* hors opérations financières.

Globalement, l'ensemble des communes ont cherché à réaliser des efforts de gestion. L'agrégation des données des communes fait apparaître la répartition des efforts de gestion :

#### BLOC COMMUNAL : COMPOSANTES EN BAISSE DES CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL EN 2016

© La Banque Postale Collectivités Locales



Source : traitement La Banque Postale à partir des données DGFIR.

Budgets principaux des communes, groupements à fiscalité propre et établissements publics territoriaux. Consolidés des flux croisés.

De façon générale, la plupart des communes ont réalisé des économies assez substantielles lors des trois premières années de ce mandat, tout en limitant le volume des investissements. La seconde partie de ces mandats municipaux devrait donner lieu à une reprise des dépenses d'investissement et par conséquent des dépenses de fonctionnement induites.

La ville de Vaulx-en-Velin se place dans cette trajectoire financière des communes, la seconde partie du mandat devant donner lieu à un volume de dépenses d'investissement plus conséquent que lors des derniers exercices budgétaires.

## 1-4 : La stratégie budgétaire de la ville de Vaulx-en-Velin.

Dans ce contexte budgétaire marqué par la nouvelle contrainte sur l'évolution des dépenses de fonctionnement, la municipalité a décidé de poursuivre ses choix stratégiques forts, qui ont déjà connu une concrétisation lors des trois premières années de mandat. Ces choix connaîtront des réalisations jusqu'en 2020.

**1) Un effort d'investissement volontariste**, de l'ordre de 112 millions d'euros sur le mandat, avec trois équipements nouveaux: deux groupes scolaires et la médiathèque/maison de quartier, ainsi que le lancement de la construction du troisième groupe scolaire (GS Cartailhac). Ceci afin de donner les meilleures conditions d'accès aux services publics municipaux pour la population, et de répondre à ses besoins.

Cet effort d'investissement s'est déjà traduit par la rénovation du gymnase Owens, et les réhabilitations des groupes scolaires Wallon, Grandclément et Croizat. La seconde partie du mandat va être marquée par plusieurs rénovations, la sortie des équipements neufs, ainsi que la participation aux opérations d'aménagement pour faire de Vaulx-en-Velin une ville où la qualité de vie et le développement urbain vont de pair.

Pour financer cet objectif d'investissement tout en répondant aux objectifs définis ci-après, la ville doit développer deux axes de gestion :

- La poursuite du développement des financements partenariaux pour les différents projets d'investissement, qui connaîtront une accélération lors des années à venir.
- La bonne anticipation financière des impacts de la programmation pluriannuelle d'investissement (PPI), de façon à ne pas hypothéquer l'avenir financier de la ville.

## 2) Le maintien des taux municipaux de la fiscalité locale.

Depuis 2014, les taux de la fiscalité locale ont été maintenus. C'est un engagement fort du mandat, car les taux de la fiscalité locale à Vaulx-en-Velin sont déjà plus élevés que la moyenne nationale. Dans le contexte contraint des communes actuellement, plusieurs ont fait le choix d'augmenter les impôts. Si la ville de Vaulx-en-Velin a moins subi la baisse des dotations que les autres (la péréquation a compensé la baisse des concours de droit commun), elle fait aussi le choix d'avoir une fiscalité maîtrisée.

En 2017, les taux de taxe d'habitation et de taxe foncière des feuilles d'impôt des vaudais ont baissé de 0,09%. En effet, la ville a décidé de ne pas réintégrer dans sa fiscalité les taux du syndicat intercommunal d'aménagement du canal de Jonage. Ainsi, la ville versera désormais une participation directement depuis son budget à cet organisme, qui ne sera plus directement financé par les impôts des vaudais. A ce titre, il faut rappeler que les taux des impôts locaux dépendent de plusieurs décideurs :

	Taxe d'habitation		Taxe foncière sur le bâti	
	2016	2017	2016	2017
Ville	22,46%	22,46%	26,46%	26,46%
SIACJ	0,09%		0,10%	
Autres syndicats mixtes	0,75%	0,75%	0,87%	0,86%
TEOM (Métropole)			6,32%	6,32%
Métropole	7,61%	7,61%	11,58%	11,58%
<b>Total</b>	<b>30,91%</b>	<b>30,82%</b>	<b>45,33%</b>	<b>45,22%</b>

La part de la ville dans les taux des impôts locaux est la plus significative, mais celle-ci a eu tendance à diminuer ces dernières années car contrairement à la ville, les autres organismes ont augmenté leurs taux. L'engagement de la municipalité de ne pas augmenter les taux municipaux sera tenu tout au long du mandat. La réforme de la taxe d'habitation devrait avoir un impact notable sur la ville, avec une grande partie des redevables assujettis avec un revenu fiscal de référence inférieur à 27.000 euros (pour une part). Les premières projections portent la proportion de foyers fiscaux concernés par l'exonération de taxe d'habitation à 93%.

**3) La maîtrise de la dette**, pour ne pas pénaliser les générations futures et la capacité à investir de la ville lors des prochains mandats.

#### 4) Le plan d'économies sur les dépenses de fonctionnement

Ces trois priorités budgétaires conduisaient déjà la collectivité à entamer un réel effort sur les dépenses de gestion courante, en identifiant l'ensemble des marges de manœuvre possibles en section de fonctionnement (remises en concurrence, modernisation des process, investissements productifs d'économies de frais de fonctionnement). Le nouveau dispositif décidé par l'Etat revoit le niveau de ces efforts et oblige à un **plan d'économies beaucoup plus significatif**, de l'ordre de **2 millions d'euros par rapport** à la trajectoire déjà contrainte des dépenses de gestion courante.

Cette obligation nécessitera une réflexion complète sur l'action publique municipale et les moyens qui lui sont affectés. Ceci concernera l'ensemble des postes de dépenses, que ce soit les dépenses de personnel comme les subventions ou les moyens généraux des services.

## 2- Les orientations budgétaires et financières de la ville de Vaulx-en-Velin

### 2-1 : Analyse rétrospective des dépenses et des recettes du budget principal.

Le tableau suivant récapitule les grands chiffres de la situation financière de la ville sur les quatre dernières années (chiffres en millions d'euros), sur la base des comptes administratifs.

	2013	2014		2015		2016	
	CA 2013	CA 2014	%RRF	CA 2015	%RRF	CA 2016	%RRF
Epargne de gestion	8 442 608,69	7 753 157,80	10,54%	7 350 395,35	9,52%	7 606 037,37	10,21%
Epargne brute (retraîtée)	6 505 923,62	6 121 105,18	8,32%	5 936 908,83	7,69%	6 256 586,88	8,40%
Dette au 31/12	59 111 548,02	58 884 591,36		60 253 540,46		57 754 665,10	
Capacité de désendettement au 31/12	9,2	9,6		10,1		9,2	

L'année 2016 a permis de redresser l'épargne de gestion (désormais au-dessus des 10% des recettes réelles de fonctionnement) et l'épargne brute. Avec le désendettement de l'année, la capacité de désendettement –

c'est-à-dire le nombre d'années qu'il faudrait pour rembourser l'intégralité de la dette si la ville y consacrait toute son épargne – atteint ainsi 9,2 années, soit le niveau de l'année 2013.

Ce bilan de l'exercice budgétaire 2016 permet ainsi de poursuivre la mise en œuvre des projets majeurs d'investissement (groupes scolaires, Médiathèque / Maison de quartier) et le développement des priorités municipales (éducation, sécurité, gestion de proximité), sans compromettre la pérennité de la situation financière de la ville.

Cependant, deux points de vigilance sont à relever :

- La fragilité du niveau de l'épargne brute, qui nécessite d'être consolidée lors des exercices à venir afin d'absorber les coûts de fonctionnement induits par les nouveaux équipements.
- L'incertitude concernant l'évolution de la structure des dotations de l'Etat, qui peut fortement impacter la structure des recettes de la ville. Il en va du même des impacts du projet d'exonération de la taxe d'habitation pour 80% des redevables et de sa compensation par l'Etat aux collectivités.

#### • Les recettes de fonctionnement

La structure des recettes de fonctionnement ces deux dernières années a été la suivante :

	2015	2016	
	CA 2015	CA 2016	% évolution
013- Atténuations de charges	466 247,24	244 480,88	-47,56%
70- Produits des services	2 185 923,35	2 388 556,43	9,27%
73- Impôts et taxes	41 665 667,02	42 083 789,51	1,00%
74- Dotations et participations	29 261 221,38	28 706 595,29	-1,90%
75- Autres produits de gestion courante	802 186,83	770 478,41	-3,95%
<b>Total des recettes de gestion courante</b>	<b>74 381 245,82</b>	<b>74 193 900,52</b>	<b>-0,25%</b>
76- Produits financiers	0,00	0,00	
77- Produits exceptionnels	1 049 391,61	318 560,18	-69,64%
78- Reprises sur provisions	1 790 120,34	0,00	-100,00%
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>77 220 757,77</b>	<b>74 512 460,70</b>	<b>-3,51%</b>

Contrairement aux années précédentes, les recettes de gestion courante ont connu une diminution en valeur en 2016. Ceci est notamment dû à deux facteurs :

- La moindre croissance des produits au titre des impôts locaux (taxe d'habitation et taxe foncière) : ceci est dû pour partie au ralentissement du rythme de des constructions nouvelles et des opérations de renouvellement urbain, le niveau moindre de la revalorisation des bases fiscales en loi de finances (0,4% en 2016), ainsi que par les conditions d'exonération décidées en loi de finances pour 2016 (pour les personnes de condition modeste et pour les dispositifs de « sortie » d'exonération).

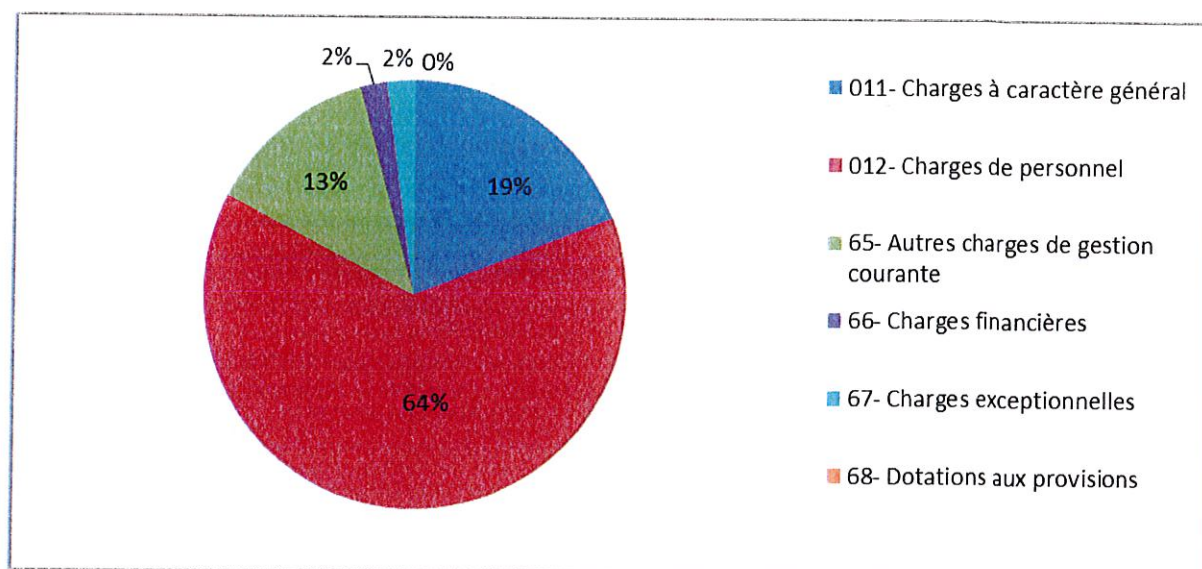
	Bases d'imposition effectives 2015	Taux ville	Produit	Bases d'imposition effective 2016	Taux ville	Produit
Taxe d'habitation	42 018 502	22,46%	9 437 356	41 633 628	22,46%	9 350 913
Taxe foncière sur le bâti	56 346 355	26,46%	14 909 246	57 915 211	26,46%	15 324 365
Taxe foncière sur le non bâti	148 901	74,82%	111 408	147 281	74,82%	110 196
Rôles supplémentaires			80 733			16 594
		<b>TOTAL</b>	<b>24 538 742</b>		<b>TOTAL</b>	<b>24 802 067</b>

- La baisse de la DGF et des recettes partenariales (notamment des autres collectivités, pour le financement de dispositifs récurrents) :

Recettes du chapitre 74	CA 2015	CA 2016	% évolution
DGF- Dotation forfaitaire	7 214 327,00	5 702 659,00	-20,95%
Dotation de solidarité urbaine	13 616 950,00	14 992 115,00	10,10%
Compensations d'exonération de fiscalité locale	2 034 078,00	1 894 367,00	-6,87%
Recettes partenariales (Région, Métropole, CAF, autre)	6 395 866,38	6 117 454,29	-4,35%
<b>TOTAL</b>	<b>29 261 221,38</b>	<b>28 706 595,29</b>	<b>-1,90%</b>

- **Les dépenses de fonctionnement**

Les réalisations des dépenses réelles de fonctionnement en 2016 s'élèvent à **69,5 millions d'euros**. La répartition de ces dépenses par chapitres budgétaires est la suivante :



**Répartition des réalisations des dépenses réelles de fonctionnement 2016**

On observe la prééminence des dépenses de personnel, qui représentent 64% des dépenses de fonctionnement. Ceci traduit la gestion de plusieurs services en régie directe, ainsi que l'importance des missions de proximité dans les actions conduites par la ville. Cette proportion a augmenté (62,7% en 2015), du fait de mesures externes (revalorisation du point d'indice, mesures dites « PPCR » de refonte des grilles indiciaires), mais aussi de choix de politiques publiques (reprise en gestion municipale des équipements associatifs CARCO et Frachon, développement des activités périscolaires le mercredi après-midi).

La comparaison avec le compte administratif 2015 donne lieu aux chiffres suivants :

	CA 2015	CA 2016	% évolution
011- Charges à caractère général	14 124 720,96	13 269 470,37	-6,05%
012- Charges de personnel	43 294 967,59	44 159 063,62	2,00%
65- Autres charges de gestion courante	9 611 161,92	9 159 329,16	-4,70%
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>67 030 850,47</b>	<b>66 587 863,15</b>	<b>-0,66%</b>
66- Charges financières	1 688 034,06	1 453 610,67	-13,89%
67- Charges exceptionnelles	177 665,46	1 472 747,05	728,94%
68- Dotations aux provisions	161 711,38	0,00	-100,00%
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>69 058 261,37</b>	<b>69 514 220,87</b>	<b>0,66%</b>

Au niveau global, l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement est maîtrisée (inférieure à 1%). L'évolution par chapitres traduit une diminution des dépenses de gestion courante, qui sont les dépenses structurelles de la collectivité. L'augmentation du total des dépenses réelles est portée par le niveau des charges exceptionnelles en 2016, qui ne sera pas du même ordre lors des exercices à venir.

- **Les dépenses d'investissement**

Le compte administratif 2016 a abouti à un taux de réalisation de l'ensemble des dépenses d'équipement de 73,22%. Ces dépenses se sont décomposées de la façon suivante :

Dépenses d'équipement	Budget total 2016	Crédits mandatés	% mandatés
Immobilisations incorporelles: études pré-opérationnelles	840 792,61	354 812,22	42,20%
Subventions d'équipement versées: ZAC, projets d'aménagement, participations Métropole	694 167,17	132 435,98	19,08%
Immobilisations corporelles: Mobilier, matériel, installations spécifiques	3 875 018,78	3 610 026,23	93,16%
Immobilisations en cours: Travaux de rénovation et d'entretien du patrimoine	7 615 762,14	4 518 148,75	59,33%
Opération de réhabilitation du GS Grandclément	1 745 100,01	1 547 672,49	88,69%
Opération de réhabilitation du GS Croizat	2 964 887,36	2 613 279,28	88,14%
Construction du GS transitoire Beauverie	525 962,89	510 554,10	97,07%
Construction de l'équipement intégré Beauverie	931 881,61	861 248,57	92,42%
Construction du GS Cartailhac	247 302,00	112 038,00	45,30%
Plan numérique	609 755,38	576 497,00	94,55%
Conseils de quartier	294 865,03	60 165,88	20,40%
<b>TOTAL</b>	<b>20 345 494,98</b>	<b>14 896 878,50</b>	<b>73,22%</b>

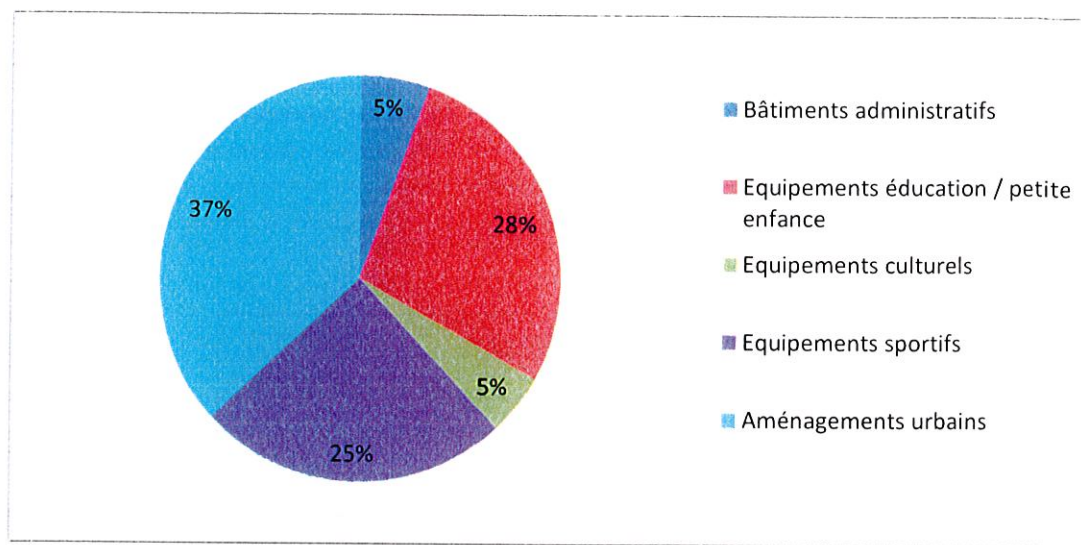
Les principales réalisations en investissement ont été les suivantes :

- Les réhabilitations des groupes scolaires Grandclément et Croizat, qui se sont terminées lors de l'été 2017.
- Pour le groupe scolaire transitoire Beauverie, dit de préfiguration, l'achèvement des travaux a eu lieu à l'été 2016, de façon à ajouter deux espaces modulaires à l'étage ; en parallèle, les études relatives à la construction du nouvel équipement intégré Beauverie ont débuté, en vue d'une fin de chantier pour la rentrée de septembre 2018. Cette opération connaîtra ainsi des dépenses jusqu'en 2019.
- Le plan pluriannuel d'équipement numérique des groupes scolaires (1,2 million d'euros au total) a connu un niveau de réalisations élevées (576.000 euros) et tout à fait conforme à la programmation d'équipement des

différents sites. Le déploiement s'est en 2017 pour finaliser l'équipement complet de l'ensemble des groupes scolaires (hors dédoublements de classes).

- Pour le groupe scolaire Cartailhac, les dépenses pré-opérationnelles ont été lancées en même temps que se faisait le choix du site pour accueillir le groupe scolaire en vue de la rentrée de septembre 2019.

Le plus gros poste de dépenses d'équipement en 2016 a été constitué par la rénovation et l'entretien du patrimoine (bâti, espaces publics, éclairage public). Le niveau de réalisation (4,5 millions d'euros) a représenté une augmentation de 14,3% par rapport à 2015. La répartition des dépenses est la suivante :



**Répartition des dépenses d'entretien et de rénovation du patrimoine 2016**

Pour les aménagements urbains (1,7 million d'euros au total), les réalisations les plus marquantes en 2016 ont été les suivantes :

- Les opérations de rénovation de l'éclairage public, pour 812.000 euros, dont 348.022 euros pour l'opération de reprise du BUE (convention de maîtrise d'ouvrage).
- L'opération de reprise des voiries Péri/Allende (maîtrise d'ouvrage Métropole), pour 259.400 euros.
- L'opération de reprise des voiries sur le site Les Barges (maîtrise d'ouvrage Métropole), pour 200.543 euros.

L'effort de remise à niveau du patrimoine municipal a également porté sur les équipements scolaires et de petite enfance (1,2 million d'euros de dépenses au total en 2016), avec notamment les opérations suivantes :

- La reprise des façades du groupe scolaire Gagarine (près de 300.000 euros).
- Les interventions sur la maternelle Grandclément (200.000 euros) en complément de l'opération de réhabilitation de l'école primaire.
- Les travaux sur le groupe scolaire Courcelles (150.000 euros pour les reprises de menuiseries, sol et la réalisation des travaux d'accessibilité). L'ensemble des groupes scolaires ont connu des interventions, particulièrement l'été avec la mise en place de chantiers jeunes.

Pour les équipements sportifs, il faut relever les investissements suivants :

- La fin de la reconstruction du gymnase Owens (850.000 euros de dépenses en 2016).
- Les travaux sur les gymnases Croizat, Paul Roux, Rousseau et Aubert (plus de 120.000 euros au total).
- Les travaux de reprise de l'éclairage et de l'isolation sur le boulodrome (20.000 euros).

L'effort de rénovation du patrimoine a également porté sur les équipements administratifs, culturels et associatifs, avec les interventions sur les équipements associatifs de La Grappinière (150.000 euros), le mur du cimetière des Brosses (40.000 euros), la bibliothèque Pérec (35.000 euros, réseaux d'eau), la maison des fêtes et des familles (30.000 euros de réfection), et le début de la reprise des sols du pôle culturel (20.000 euros).

Les recettes de subvention d'investissement qui financent les opérations menées par la ville, ont connu un niveau de réalisation à hauteur de 7.483.082,75 euros en 2016. Il faut relever le haut niveau de ces financements partenariaux (50,23% des dépenses d'équipement, contre une moyenne de 37,69% entre 2011 et 2015), qui constituent une source de financement essentielle des investissements municipaux, et permettent de limiter le recours à l'endettement.

Subventions d'investissement reçues	Montant 2016
Etat (ministères)	1 936 919,55
Région	987 579,01
Métropole	134 833,17
ANRU / CAF	4 162 426,61
PAE / PUP	261 324,41
<b>TOTAL</b>	<b>7 483 082,75</b>

Pour le reste, l'équilibre financier du budget de la ville a été garanti par les recettes du chapitre 10 de la section d'investissement, à savoir les dotations et fonds divers (11,7 millions d'euros). Celles-ci intègrent les financements suivants :

- Les excédents de fonctionnement capitalisés (9,6 millions d'euros), qui se répartissent entre le produit de l'épargne dégagée depuis la section de fonctionnement (6,1 millions d'euros) et la régularisation comptable du transfert de la compétence « chauffage urbain » à la Métropole (3,5 millions d'euros).
- le fonds de compensation de la TVA (2,1 millions d'euros).

L'emprunt d'équilibre a ainsi été limité à 2 millions d'euros sur l'exercice, ce qui a permis un désendettement de la ville sur l'année.

S'il y a un effet de cycle lié au projet d'investissement (portage des dépenses qui donne lieu ensuite à valorisation et à obtention des recettes de subventions dans un délai qui peut facilement excéder celui d'un exercice budgétaire), il faut également relever le choix de porter des investissements valorisables auprès des partenaires. Ainsi, les nouveaux choix en matière de dépenses d'équipement s'attachent aux conditions de financement partenarial : rénovation thermique dans le cadre des réhabilitations de groupes scolaires et équipements sportifs pluridisciplinaires par exemple.

Plus largement, cette valorisation doit permettre de soutenir les objectifs budgétaires de la municipalité : un haut niveau d'investissement, la maîtrise de la dette et le maintien des taux municipaux de la fiscalité locale. Pour y parvenir, le financement partenarial des dépenses d'équipement est une des clés et demande à ce que chaque projet soit anticipé dans cette optique.

## 2-2 : Eléments de stratégie financière pour le budget principal.

La stratégie financière vise à donner les conditions de réalisation du programme politique tout en préservant et consolidant les fondamentaux financiers de la collectivité. Dans le cas présent, la stratégie est déterminée par l'obligation portée par l'Etat sur les dépenses de fonctionnement de la ville. La prospective retient un niveau d'évolution des dépenses de fonctionnement de 1,4%. Les priorités définies par la ville demeurent de maîtriser les taux de la fiscalité locale et de la dette, et de réaliser le programme d'investissement de 112 millions d'euros sur le mandat.

L'équilibre pluriannuel établi par l'outil de prospective de la ville se traduit ainsi de la façon suivante :

Année	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses de fonctionnement (dont intérêts de la dette)	68 041	71 000	71 994	73 002	74 024
Recettes de fonctionnement (hors recettes exceptionnelles)	74 298	75 859	77 158	78 951	80 535
<b>Epargne brute</b>	<b>6 256</b>	<b>4 860</b>	<b>5 164</b>	<b>5 949</b>	<b>6 511</b>
Remboursement de la dette en capital	4 499	4 667	5 507	6 056	6 259
Emprunts nouveaux	2 000	13 000	9 502	8 395	6 167
Dépenses d'équipement	14 717	23 000	23 619	20 800	14 278
Dette au 31/12/n	57 755	66 088	70 084	72 422	72 330
Variation de la dette	-2 499	8 333	3 996	2 339	-93
<b>Capacité de désendettement au 31/12</b>	<b>9,2</b>	<b>13,6</b>	<b>13,6</b>	<b>12,2</b>	<b>11,1</b>

Cette prospective se base sur un niveau de réalisation des dépenses d'équipement très importants (70% des enveloppes votées par opérations l'année n, 10% en n+1) ; de légers glissements sont à prévoir, ce qui devrait permettre de maîtriser le niveau de la dette autour de 70 millions d'euros.

La croissance des recettes de fonctionnement est établie à partir d'une dynamique réaliste des bases fiscales, fondée sur l'évolution prévisionnelle du territoire (de l'ordre de 400 nouveaux logements par an sur la période). Pour ce qui est des dotations, il est anticipé un maintien du niveau des concours financiers de l'Etat aux collectivités à partir de 2018. Le contexte actuel est marqué par les incertitudes en matière de structure des concours financiers, aussi cette prospective est-elle à appréhender avec prudence et précaution au vu des limites actuelles de l'exercice.

L'obligation qui pèse sur l'évolution des dépenses de fonctionnement, tout en devant absorber les coûts supplémentaires liés aux équipements nouveaux (groupe scolaire Beauverie en septembre 2018, groupe scolaire du sud et médiathèque / maison de quartier en 2019), suppose un plan d'économies d'envergure. Ceci se traduira par une stabilisation globale des dépenses d'intervention (charges à caractère général, avec les fluides et les différentes prestations, subventions) à périmètre constant, et une maîtrise des dépenses de personnel. En parallèle, il faudra dégager **1,8 million d'euros d'économies** sur ces dépenses existantes (sur 3 ans).

L'année 2017 a déjà intégré plusieurs modifications structurelles : la mise en place de l'accueil de loisirs les mercredi après-midi (d'où un certain impact sur les dépenses des chapitres 011 et 012), et la gestion directe de l'animation-gestion des locaux associatifs (dépenses supplémentaires sur les chapitres 011 et 012, mais baisse des dépenses liées au contrat sur le chapitre 65). En 2018, plusieurs priorités de politiques publiques donneront lieu à des évolutions budgétaires :

- L'ouverture du GS Beauverie définitif, qui induira des dépenses nouvelles par rapport au groupe scolaire transitoire, estimées à 140.000 euros en 2018 (80.000 euros au chapitre 011, 60.000 euros sur le chapitre 012) puis 500.000 euros à partir de 2019.
- La mise en place d'une assurance sur le patrimoine de la ville, pour un montant de 80.000 euros.
- Une redynamisation de la politique municipale de la jeunesse, par un marché de prestation qui représentera un coût supplémentaire de 100.000 euros par rapport à l'existant.
- Un niveau renforcé de maintenance de l'éclairage public, pour 100.000 euros supplémentaires par rapport à l'existant.
- L'augmentation des subventions aux clubs sportifs, pour 100.000 euros.

Pour absorber financièrement ces dépenses nouvelles et respecter le cadrage financier posé par la prospective financière, le cadrage financier sur les dépenses de fonctionnement est le suivant :

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Dépenses de fonctionnement "existantes"</b>	<b>68 041</b>	<b>71 000</b>	<b>72 226</b>	<b>73 182</b>	<b>74 169</b>
011- Charges de fonctionnement courantes	13 269	13 402	13 402	13 402	13 402
Evolution	-3,00%	1,00%	0,00%	0,00%	0,00%
012- Charges de personnel	44 159	46 941	48 106	49 068	50 049
Evolution	2,00%	6,30%	2,48%	2,00%	2,00%
65- Autres charges de gestion courante	9 159	9 243	9 243	9 243	9 243
Evolution	-0,20%	0,91%	0,00%	0,00%	0,00%
66- Charges d'intérêt	1 454	1 414	1 475	1 468	1 474
<b>Charges de fonctionnement nouvelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>382</b>	<b>830</b>	<b>1 605</b>
GS Beauverie définitif			140	350	350
GS du sud				225	800
Maison de quartier / Médiathèque					200
Assurances du patrimoine			100	100	100
Subventions aux clubs sportifs			100	100	100
Maintenance renforcée de l'éclairage public			100	100	100
Politique jeunesse			150	200	200
Fin des locations de bâtiments préfabriqués			-208	-208	-208
Fin de dispositifs (archives, accompagnement PCET)				-37	-37
<b>Plan d'économie</b>			<b>-614</b>	<b>-1 010</b>	<b>-1 750</b>
<b>TOTAL</b>	<b>68 041</b>	<b>71 000</b>	<b>71 994</b>	<b>73 002</b>	<b>74 024</b>
% évolution	-1,47%	4,35%	1,40%	1,40%	1,40%

En parallèle de postes de dépenses amenés à s'éteindre (locations de bâtiments préfabriqués au sein des groupes scolaires Croizat et Grandclément, dispositifs d'accompagnement), un plan d'économies sur les dépenses de fonctionnement devra être décliné de façon à générer un niveau d'économies de l'ordre de 610.000 euros en 2018 par rapport à la trajectoire « naturelle » des dépenses de fonctionnement.

Il faut souligner le fait que cette prospective demeure un outil évolutif et modélisant des tendances ; les chiffres sont à actualiser et à affiner au fur et à mesure des réalisations.

## 2-3 : La dette de la ville.

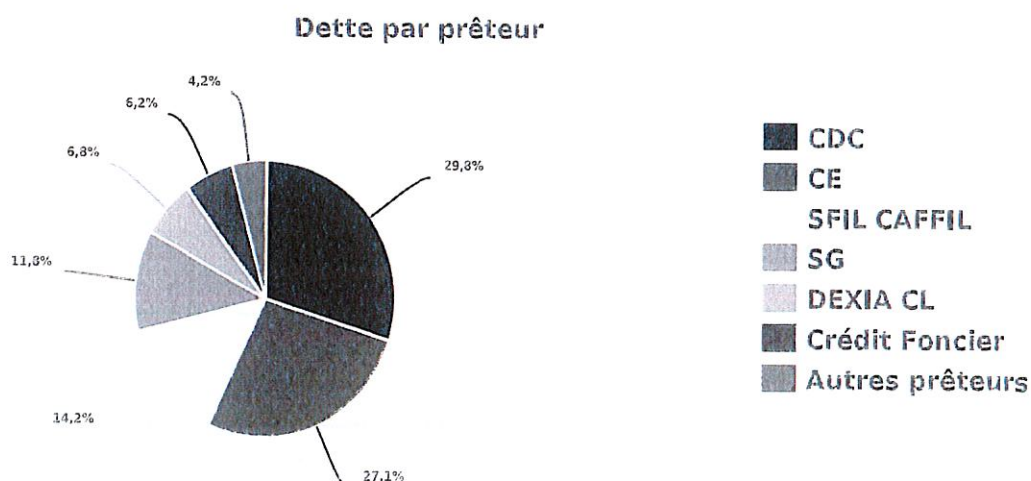
Au 31 décembre 2016, le capital restant dû de la dette des budgets de la ville (budget principal et budget annexe de la résidence Croizat) atteint le montant de 58.002.450 euros contre 60.480.745,46 euros au 31 décembre 2015, soit un désendettement sur l'exercice de l'ordre de 2,48 millions d'euros.

Les caractéristiques de la dette de la ville sont les suivantes :

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (Ex, Annuel)	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
58 002 450 €	2,43 %	7 ans et 1 mois	61

La dette de la ville est composée de 61 emprunts répartis auprès de 8 établissements prêteurs. Les principales caractéristiques de la dette sont les suivantes :

- une répartition du capital restant dû (CRD) par banques marquée par la prééminence de la Caisse des dépôts et consignations (29,8%) et de la Caisse d'Epargne (27% de l'encours).
- une répartition fixe / variable dans les taux d'intérêt équilibrée. Les emprunts à taux fixe représentent 52% de l'encours. La part de taux variable est elle divisée entre une proportion adossée au livret A (28%), et une partie variable selon des index classiques (20%).
- l'absence d'emprunts dits « toxiques », ce qui assure une certaine sécurité juridique et financière pour la ville.

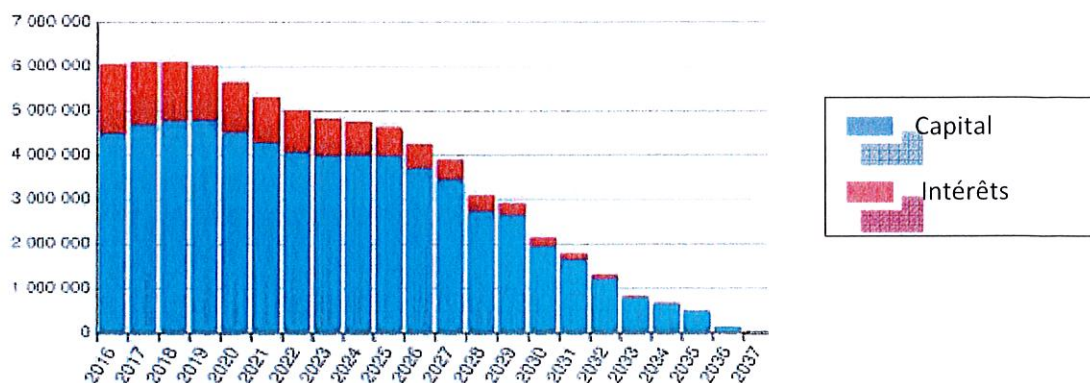


Le taux moyen de 2,43% au 31 décembre 2016 est bas (2,51% au 31 décembre 2015), du fait du niveau historiquement faible des index de taux variables (EONIA et Euribor). Dans ce contexte, la ville a entamé une stratégie de renégociation

d'emprunts en vue de davantage sécuriser la structure de financement de la ville, et assurer la lisibilité de la dette sur les années à venir.

Par ailleurs, la structure prévisionnelle des annuités (remboursement du capital et des intérêts) est la suivante :

## Flux de remboursement



## 2-4 : Les grands projets du mandat.

L'exécutif a fait le choix de l'éducation comme grande priorité de politique publique du mandat, mais les grands projets touchent différents domaines de politique publique. Le développement qui suit va s'attarder sur les grandes priorités du mandat, les projets correspondant et leurs montants. Mais ceux-ci se placent dans une perspective plus globale d'aménagement durable du territoire, avec des investissements aux « coûts cachés ». La révision des projets urbains pour faire correspondre l'aménagement en équipements et espaces publics avec le développement démographique est transversal aux priorités précisées ci-dessous. Par ces développements d'équipements, il s'agit pour la ville de rendre le territoire plus équilibré et agréable à vivre pour ses habitants. A ce titre, un travail de mise en cohérence des plans pluriannuels d'investissements est en cours avec la Métropole.

### 1- L'éducation et la petite enfance

Les impératifs de réalisations d'équipements pour les rentrées scolaires de 2018 (équipement intégré Beauverie, opération de 19,4 millions d'euros) et 2019 (groupe scolaire du sud, 14 millions d'euros) impliquent un volume de travaux conséquents sur la période 2017-2019. L'étalement des dépenses sera à réactualiser tout au long de la période, mais correspond à l'état d'avancement des projets. En 2017, il faut relever la finalisation du plan numérique (1,2 million d'euros), ainsi que les livraisons des réhabilitations des groupes scolaires Croizat (7,5 millions d'euros) et Grandclément (3,9 millions d'euros). En 2018, le volume des dépenses dans ce secteur se concentrera sur le groupe scolaire Beauverie (9 millions d'euros) et sur le groupe scolaire du sud (4,8 millions d'euros).

Sur ce mandat, la municipalité fait le choix de ne pas négliger l'entretien courant de ses équipements d'enfance et de petite enfance. Ainsi, près de 7 millions d'euros, en plus des travaux d'accessibilité, seront investis dans

l'amélioration qualitative des conditions d'utilisation (climatisation dans les crèches, travaux de sécurisation, etc...). Par ailleurs, la priorité portée sur l'éducation passe également par le maintien d'une ATSEM par classe lors des créations de classes et créations d'équipements. Le développement des accueils de loisirs le mercredi après-midi contribuera aussi à la concrétisation de cette priorité hors du temps scolaire ; suite à mise en place de ces accueils en septembre dernier, la démarche sera approfondie à partir du début de l'année prochaine.

En 2018, le dédoublement des CE1 impliquera des travaux et des acquisitions de mobilier supplémentaires par rapport aux prévisions (l'ensemble des groupes scolaires sont en REP+). Ces dépenses sont chiffrées à 300.000 euros (250.000 euros de travaux, principalement de cloisonnement, 50.000 euros de mobilier). En 2018, les travaux d'accessibilité se concentreront sur le groupe scolaire King (350.000 euros). Il apparaît également nécessaire de procéder à une intervention sur les volets roulants et les huisseries du groupe scolaire Makarenko (200.000 euros). En matière de petite enfance, des interventions seront nécessaires sur les EAJE Couleurs grenadines et Aux couleurs du monde (50.000 euros). Au total, le budget d'investissement de l'année 2018 devrait être marqué par plus de 15 millions d'euros sur les équipements éducatifs et de petite enfance.

## 2- Sports et culture

En matière de sports et culture, l'année 2017 a donné lieu à plusieurs travaux sur le planétarium (remplacement du simulateur et jardin astronomique). A partir de 2018, les opérations de construction de la médiathèque / maison de quartier (16,5 millions d'euros au total) et de rénovation d'équipements sportifs (près de 300.000 euros par an) seront engagées et donneront lieu à un volume conséquent de dépenses sur la fin de mandat. En 2018, le niveau des investissements sur le projet de médiathèque / maison de quartier devrait atteindre 2,3 millions d'euros, en vue d'une livraison de l'équipement en 2020.

L'engagement de la municipalité en matière culturelle se traduit également par un budget de fonctionnement de 5.996.599 euros (budget 2016) des différentes structures municipales (Conservatoire, centre culturel Charlie Chaplin, bibliothèques, cinéma, événements sur la ville). En outre, il faut relever le soutien aux associations (sportives, culturelles, d'intérêt général), de l'ordre de 4,8 millions d'euros ; ceci contribue au développement culturel et social de la ville.

## 3- Sécurité et accessibilité

En matière d'investissement, les travaux sur la sécurité de la ville ont été majeurs en 2017, avec la première phase de déploiement de la vidéoprotection (1 million d'euros au total) et l'aménagement du nouveau bureau de la police municipale. En 2018, le déploiement de la vidéoprotection devrait être terminé (niveau des dépenses prévisionnelles : 590.000 euros).

Cette priorité portée sur la sécurité se traduira également par des travaux d'accessibilité sur l'ensemble du bâti communal, avec une première phase de travaux qui a débuté en 2016. Sur les différents bâtiments, ces travaux viseront également la sécurisation des accès et des flux des personnes sur les différents sites, à commencer par les groupes scolaires.

## 3- Les budgets annexes

### 3-1 : Le planétarium.

Le budget annexe du planétarium a été créé au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et se compose uniquement d'une section de fonctionnement. Après une première année de bonne identification des dépenses de fonctionnement, l'année 2016 a permis de mettre en œuvre plusieurs leviers d'économies sur les dépenses de gestion du service. Le volume des dépenses est ainsi passé de 1.505.321,85 euros en 2015 à 1.378.490,77 euros. La répartition de ces dépenses de fonctionnement est la suivante :

- 58,7% sont des frais de personnel.
- 41,3 % sont des dépenses afférentes au fonctionnement du service (locations d'exposition, nettoyage des locaux, dépenses de fluides et de maintenance, communication).

En parallèle de ces dépenses, relativement équivalentes au niveau prévu au budget, les recettes atteignent le même montant. La subvention d'équilibre du budget du budget principal de la ville a été versée à hauteur de 785.352,19 euros (contre 849.153,83 euros prévus au budget et 970.364,14 euros en 2015), au regard du niveau de consommation des dépenses. Ceci est dû notamment au niveau des encaissements des participations, supérieur (453.640,68 euros) à la prévision du budget primitif (404.000 euros). Par ailleurs, un travail spécifique sur les charges à caractère général (prestations de service, contrats de maintenance) a permis de diminuer les dépenses de ce chapitre de 7,3%. L'objectif est bien de poursuivre ces efforts sur les charges de fonctionnement et d'identifier les pistes d'optimisation et de mutualisation des fonctions avec les services de la ville, de façon à limiter le montant de la subvention d'équilibre.

L'investissement sur l'équipement reste directement assuré par le budget principal de la ville. La conduite du dialogue compétitif sur l'année 2016 et début 2017 a donné lieu à une opération de renouvellement du simulateur du planétarium cet été (montant total de l'opération : 1,3 million d'euros), conjointement à l'aménagement du jardin astronomique. Ceci devrait permettre de développer les activités du planétarium et son attractivité auprès des visiteurs.

En 2018, l'objectif est de maîtriser le niveau de financement par la ville de l'équipement, en développant les partenariats et l'attractivité de celui-ci.

### 3-2 : La maison des fêtes et des familles.

L'activité de la maison des fêtes et des familles en régie municipale a été réalisée en année pleine sur l'année 2016, après la reprise de l'équipement en date du 4 décembre 2015. Pour cette première année de gestion municipale, les interventions en termes de maintenance et de nettoyage ont été conséquentes, avec également des travaux de rénovation significatifs (intégrés sur la section d'investissement du budget principal).

Les dépenses réelles de la section de fonctionnement (132.481,55 euros en 2016) ont été réalisées à hauteur de 73,6% du budget primitif (180.000 euros). Elles se sont réparties de la façon suivante :

- 35,9% de frais de personnel (valorisation de personnels payés sur le budget principal de la ville).
- 29,8% de prestations extérieures de réparations et de gardiennage.
- 20 % de frais de nettoyage.

Pour le reste, il s'agit de dépenses afférentes au fonctionnement du service (assurance, maintenance, fournitures).

En parallèle de ces dépenses, moins élevées que le niveau prévu au budget, les recettes atteignent le même montant. La subvention du budget du budget principal de la ville a été versée à hauteur de 50.009,90 euros, au regard du niveau de consommation des dépenses. Le niveau des encaissements des participations a été moins important que prévu (82.471,55 euros).

On peut relever que le montant de la subvention de la ville en 2016 a été, en dépit des nombreux frais liés à la remise à niveau de l'équipement, équivalent voire inférieur au montant antérieur reversé au délégataire pour compenser le tarif spécifique au bénéfice des vaudais (56.880 euros en 2013, 49.861 euros en 2014). Un travail spécifique sur la vocation et la visibilité de l'équipement est actuellement conduit, en vue de moderniser la gestion des réservations et des tarifs et de préciser les conditions d'utilisation du lieu. Ceci en vue d'une application en 2018.

### **3-3 : La télésurveillance**

Le budget de la télésurveillance se compose uniquement d'une section d'exploitation. Les dépenses enregistrent les frais occasionnés par la mise en œuvre des prestations de télésurveillance en direction de tiers publics et privés. Les recettes sont le résultat des facturations émises à l'encontre des tiers bénéficiaires de ce service.

Les dépenses réelles de la section de fonctionnement (32.089,77 euros en 2016) ont été réalisées à hauteur de 92,2% du budget primitif (34.786,77 euros). Ces dépenses correspondent à la valorisation de personnel de la ville et d'autres charges mineures de fonctionnement, qui contribuent directement au bon fonctionnement du service. En parallèle de ces dépenses, relativement équivalentes au niveau prévu au budget, les recettes atteignent 39.007,36 euros. Celles-ci correspondent aux recettes tirées des contrats d'abonnement de particuliers (commerçants notamment) au centre de supervision urbain (CSU).

En 2018, un travail sur l'actualisation des contrats sera conduit, afin de pérenniser l'équilibre financier de ce budget.

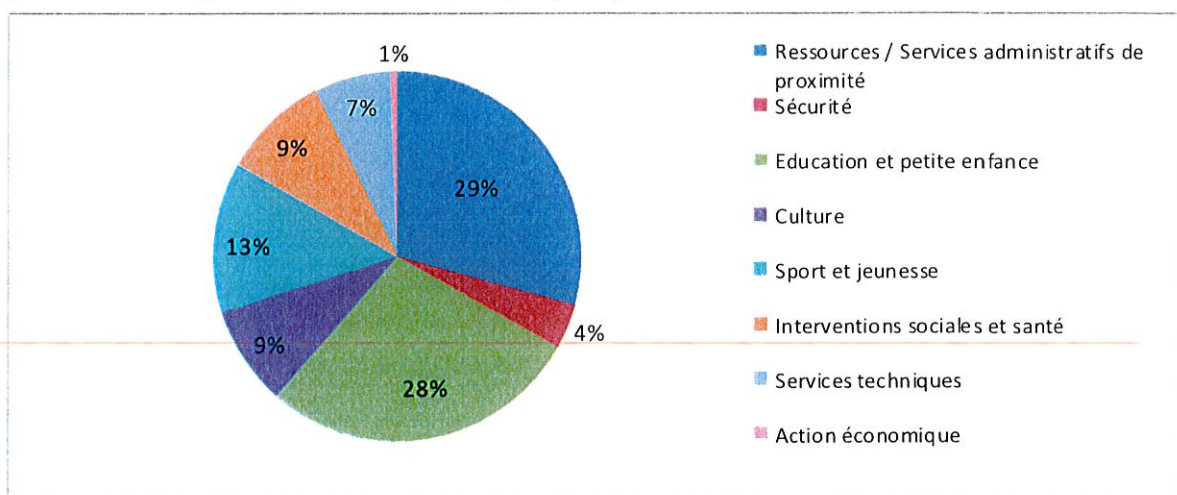
### **3-4 : Les budgets sociaux et médico-sociaux (résidence Croizat et service de soins infirmiers à domicile, SSIAD)**

Conformément à la nouvelle réglementation sur cette catégorie d'équipements, la résidence Croizat est un budget annexe du centre communal d'action sociale (CCAS) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017. A ce titre, la subvention d'équilibre versée par la ville au CCAS intègre le besoin de la résidence Croizat. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le budget du SSIAD sera également transféré au CCAS. L'enjeu pour ces budgets sera de poursuivre les bonnes relations avec les autorités de tarification, afin de limiter le niveau de la participation des villes à l'équilibre financier des structures.

## 4- Structure et évolution des dépenses de personnel et des effectifs.

### 4-1 : Exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Avec plus de 44 millions d'euros de dépenses sur l'exercice 2016, il s'agit du premier poste de dépenses de la ville. La répartition de ces dépenses par secteurs de politiques publiques est la suivante :



**Répartition des dépenses de personnel 2016**

Par rapport à l'année 2015, l'évolution la plus notable est sur le secteur « Ressources / services administratifs de proximité », qui comprend notamment les dépenses du personnel intégré aux effectifs de la ville suite à la reprise en régie municipale de la gestion des équipements associatifs CARCO et Frachon, ainsi que du LCR Grolières. De plus, les besoins en termes de services de proximité (état civil, entretien des locaux, etc...) sont structurellement élevés. La part de l'éducation demeure très significative et au-dessus de la moyenne nationale des villes de la strate (de l'ordre de 20% des dépenses de personnel). Ceci traduit notamment la structure démographique de la ville et l'augmentation continue des effectifs scolaires, ainsi que le choix de la municipalité de maintenir une ATSEM par classe et de développer les activités sur les temps périscolaires. La ville a connu plusieurs réorganisations structurelles de services (services techniques et éducation notamment), en plus de facteurs externes qui impactent la masse salariale (réforme PPCR, point d'indice). Le niveau d'évolution des dépenses de ce chapitre – contenu à 2% - traduit de réels efforts de gestion des effectifs, en parallèle d'un travail de fond sur l'évolution des services et leur adéquation aux besoins de la population. Les évolutions notables de la structure de la masse salariale communale sont les suivantes :

Evolutions de la masse salariale en 2016	Coût sur l'année 2016
Augmentation du point d'indice	122 000
Développement des accueils de loisirs le mercredi après-midi	80 801
Reprise en gestion municipale des équipements CARCO et Frachon	60 025
Réforme PPCR	50 000
Recrutement d'ASVP - sécurité	32 192
<b>TOTAL</b>	<b>345 018</b>

Le chapitre 012 a vu le volume des dépenses passer de 43,3 à 44,2 millions d'euros. Outre ces évolutions dues à des facteurs externes (point d'indice, réforme PPCR) et à des développements de services (accueils de loisirs, équipements associatifs, ASVP), l'augmentation de 519.078 euros est due à l'évolution structurelle de la masse salariale municipale (évolution des carrières et des effectifs par services), à périmètre équivalent de service rendu aux usagers.

#### **Evolution des dépenses et des effectifs**

L'évolution de la masse salariale du budget de la ville peut être synthétisée de la façon suivante :

Principaux poste de dépense	CA 2016	CA 2017 estimé (d'après les données de septembre 2017)	Evolution
Autres*	237 844	244 800	2,92%
Insertion	1 131 887	1 220 660	7,84%
Intermittents	153 650	130 678	-14,95%
Permanents	35 366 812	37 630 760	6,40%
Remplaçants	1 838 454	1 790 294	-2,62%
Solidarité Service	285 640	330 199	15,60%
Titres restaurant	1 044 942	1 070 011	2,40%
Vacataires	3 943 378	4 523 395	14,71%
<b>TOTAL</b>	<b>44 002 607</b>	<b>46 940 797</b>	<b>6,68%</b>

\* Collaborateurs de cabinet, étudiants stagiaires, allocataires...

#### **Effectifs de l'année 2015 (bilan social 2015)**

Filières	Effectifs titulaires	Effectifs non titulaires
Administrative	197	18
Technique	329	78
Culturelle	49	11
Sportive	12	1
Sociale	135	65
Médico-sociale	38	11
Police municipale	12	0
Animation	34	12
<b>Total</b>	<b>806</b>	<b>196</b>
<b>Nombre total d'ETP</b>	<b>783,15</b>	<b>195</b>

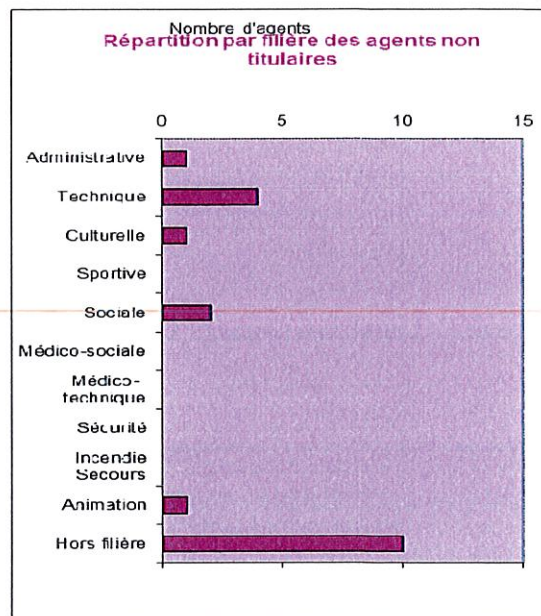
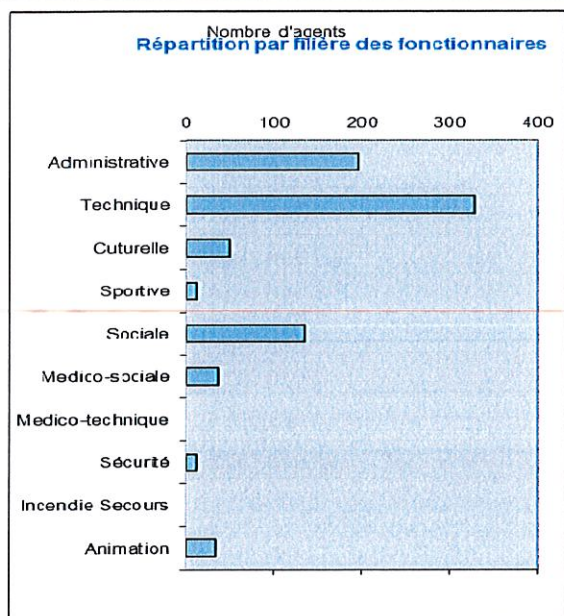
A ces effectifs il faut ajouter le personnel non titulaire sur emploi non permanent, dont l'effectif rémunéré au 31 décembre 2015 correspond à 563 salariés.

La répartition entre fonctionnaires et agents non titulaires sur emplois permanents est la suivante :

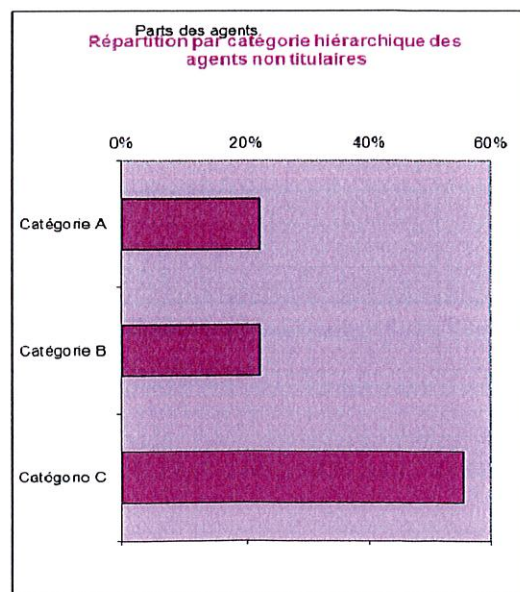
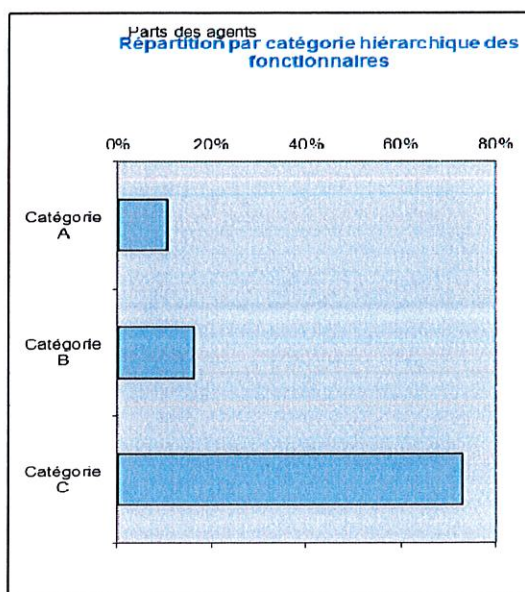
## Fonctionnaires

## Non titulaires occupant un emploi permanent

### Répartition par filières



### Répartition par catégories hiérarchiques



La ville emploie 70 travailleurs reconnus comme handicapés sur emplois permanents. Ceci constitue une proportion de 6,84%, soit un niveau supérieur aux exigences réglementaires.

### **Avantages en nature**

- **Logements de fonction :**

Actuellement, la collectivité attribue 27 logements par nécessité absolue de service.

- **Véhicules de fonction et de service :**

Seul le directeur général des services bénéficie d'un véhicule de fonction, conformément au statut. Deux cadres de la direction de la prévention et de la sécurité (DPSSU), dont la disponibilité peut être requise immédiatement, disposent d'un véhicule de service avec remisage à domicile. Pour le reste, il a été mis fin à l'attribution de véhicules aux agents en dehors du temps de travail et hors situation d'astreinte (véhicules de fonctions, véhicules avec remisage à domicile).

- **Chèques déjeuner :**

Ils sont attribués aux tous les personnels excepté les agents recrutés pour occuper un emploi occasionnel ou saisonnier. En application de la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014, le bénéfice des titres restaurants est étendu aux étudiants stagiaires indemnisés, dans les mêmes conditions que pour les agents de la ville.

Leur valeur faciale est de 6 euros; la prise en charge de l'employeur correspond à 50% de leur coût soit 3 euros. L'attribution du chèque déjeuner est conditionné à la présence de l'agent à hauteur de 3h30 par jour.

Cette mesure représente un coût pour la collectivité :

Année	Dépenses (en euros TTC)	Coût net pour la ville
2015	1 102 938	551 469
2016	1 044 828	522 414

- **Participation à la mutuelle :**

Celle-ci a atteint 96.659,18 euros en 2016, un niveau qui devrait être du même ordre en 2017. Cette participation a bénéficié à 446 agents de la collectivité en 2016.

- **Action sociale de la collectivité :**

La participation de la ville au comité des actions sociales et culturelles (CASC), en charge de l'action sociale à destination du personnel communal, est stable depuis 2015 avec une participation de 550.932 euros, à laquelle s'ajoutent les moyens mis à disposition (personnel, bureau). Ceci représente un montant de plus de 600 euros par agent permanent.

### **Le temps de travail**

Le temps de travail au sein de la collectivité est de 35 heures. Plusieurs agents travaillent à temps partiel :

Catégorie	Titulaires à temps partiel	Non titulaires à temps partiel
A	8	1
B	22	0
C	37	1
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>2</b>

## 4-2 : Bilan en termes d'égalité femme-homme.

Sur les 1.018 agents permanents que compte la ville au 31 décembre 2017, 667 sont des femmes (soit 65,5% de l'effectif) et 351 des hommes. La proportion de femmes parmi les agents de la collectivité est en croissance par rapport à 2014 (63%), principalement du fait des créations d'emploi dans le domaine de l'éducation (filières sanitaire et social, et technique).

En termes de cadre d'emplois, la répartition est la suivante :

Catégorie	Total agents	Nombre d'hommes	% du total	Nombre de femmes	% du total
<b>A</b>	78	24	30,8%	54	69,2%
<b>B</b>	159	56	35,2%	103	64,8%
<b>C</b>	781	271	34,7%	510	65,3%
<b>TOTAL</b>	<b>1 018</b>	<b>351</b>	<b>34,5%</b>	<b>667</b>	<b>65,5%</b>

On observe un certain équilibre de la répartition femmes-hommes en fonction des cadres d'emploi ; par rapport à 2014, la progression est particulièrement importante sur les postes de catégorie A : en 2014, sur les 92 postes de catégorie A, 57 étaient occupés par des femmes (62%).

Cet équilibre en termes de cadres d'emploi ne se retrouve pas dans la répartition femmes-hommes par filières. Celles-ci demeurent assez marquées par le genre ; la filière technique demeure majoritairement masculine (malgré un rééquilibrage depuis 2014), alors que les filières administrative et sanitaire et social sont très largement composées d'agents femmes :

Filière	Total agents	Nombre d'hommes	% du total	Nombre de femmes	% du total
Sport	14	8	57,1%	6	42,9%
Administration	218	32	14,7%	186	85,3%
Animation	45	29	64,4%	16	35,6%
Culture	63	25	39,7%	38	60,3%
Police municipale	15	11	73,3%	4	26,7%
Sanitaire et social	259	3	1,2%	256	98,8%
Technique	404	243	60,1%	161	39,9%
<b>TOTAL</b>	<b>1 018</b>	<b>351</b>	<b>34,5%</b>	<b>667</b>	<b>65,5%</b>

Le plan de formation de la collectivité vise à inciter aux mobilités entre filières, tant pour les hommes que les femmes. L'objectif est de rééquilibrer cette répartition.

Par ailleurs, dans le cadre de la semaine de l'égalité et plus particulièrement de la journée internationale des droits des femmes du 8 mars, la ville développe plusieurs actions culturelles et associatives de sensibilisation sur la question de l'égalité femme – homme, tant à l'attention des agents municipaux que des habitants.

### 4-3 : Perspectives d'évolution.

Les priorités municipales que sont les politiques éducatives et de proximité (sécurité notamment) vont donner lieu à des recrutements.

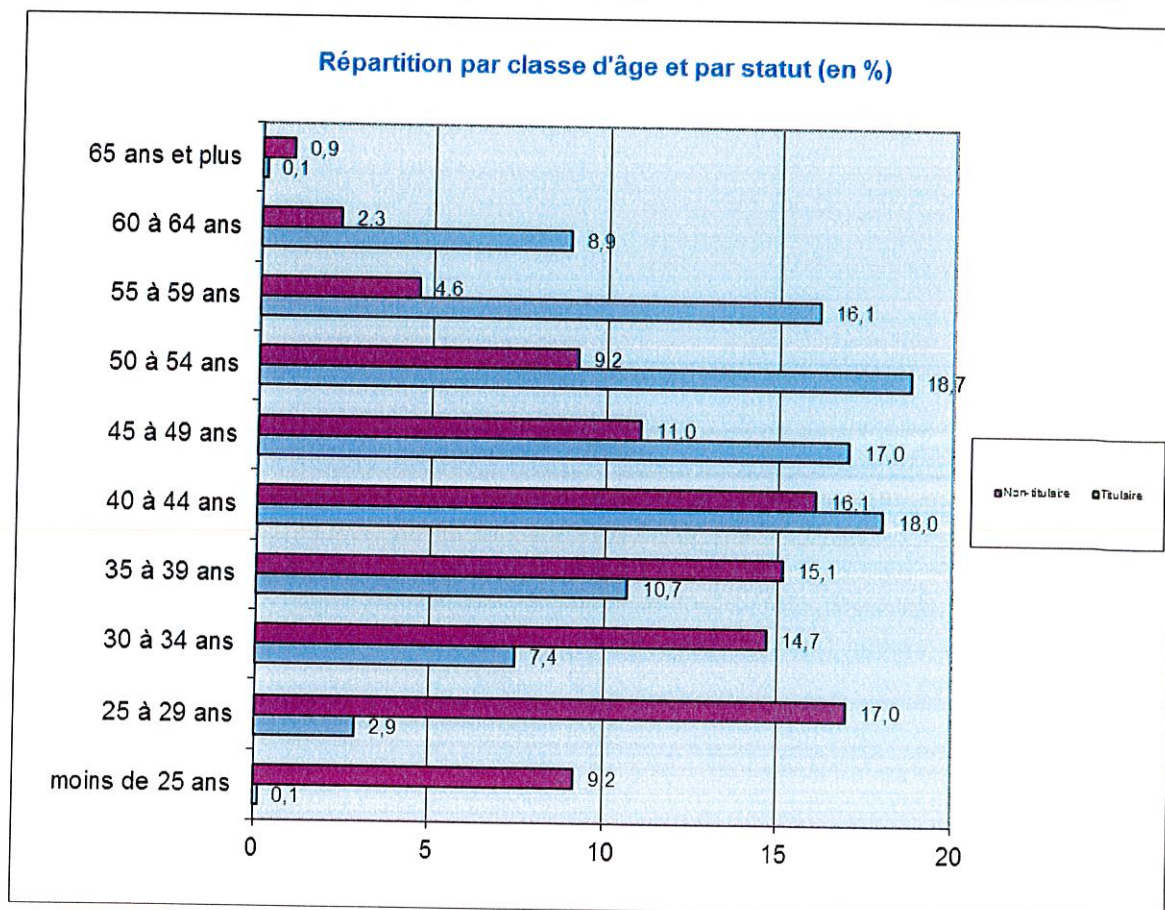
Comme précisé dans les éléments de stratégie financière, la mise en service des nouveaux équipements va donner lieu à des créations de poste :

- Pour un montant supplémentaire de 60.000 euros en 2018 au niveau de l'équipement intégré René Beauverie, un montant relativement limité du fait du transfert de nombreux personnels depuis le groupe scolaire transitoire. A partir de 2019 (effet année pleine), le niveau supplémentaire est estimé à 200.000 euros.
- Pour un montant supplémentaire de 150.000 euros en 2019 (et 600.000 euros estimés en « année pleine » à partir de 2020) dans le nouvel équipement scolaire du sud de la ville.
- Pour un montant supplémentaire de 50.000 euros en 2019 au niveau de la médiathèque / maison de quartier, un montant limité par le transfert de plusieurs personnels depuis la bibliothèque Pérec.

Pour le reste, les créations de poste (plus marginales) donneront lieu à compensation par diminution de postes au sein des services, de façon à limiter la croissance des dépenses de personnel « existantes » à 1,5% en 2018 et 2019.

Parmi ses dépenses à caractère récurrent devant donner lieu à une réflexion sur la conduite des politiques publiques, la ville doit questionner ses ressources humaines, au-delà de l'aspect budgétaire précisé ci-dessus. En effet, il s'agit d'avoir une réflexion de fond sur le contenu des missions des agents, leurs conditions de travail et l'évolution de leurs missions. Le tableau suivant précise les classes d'âges des agents de la ville.

#### Répartition par classe d'âge et statut en emplois permanents



On observe que la majeure partie des effectifs a un âge compris entre 40 et 54 ans, ce qui nécessite d'avoir une réflexion de fond sur les conditions de travail et la formation. A ce titre, la ville a entamé une politique de formation très active, qui s'est déclinée de la façon suivante en 2016 :

<b>Jours de formation</b>	
Nombre <b>total</b> de jours de formation (tous agents)	<b>4 002,5</b>
Nombre <b>total</b> de jours de formation (agents occupant un emploi permanent)	2 572,0
Nombre total de jours de formation (cat. A)	218,0
Nombre total de jours de formation (cat. B)	408,0
Nombre total de jours de formation (cat. C, dont PACTE)	1 946,5
Nombre <b>total</b> de jours de formation (agents n'occupant pas un emploi permanent)	1 430,0
Nombre <b>moyen</b> de jours de formation par <b>agent</b> * occupant un emploi permanent	1,7
Nombre moyen de jours de formation (cat. A)	1,4
Nombre moyen de jours de formation (cat. B)	1,6
Nombre moyen de jours de formation (cat. C, dont PACTE)	1,8

\* ayant suivi ou non une formation

<b>Type de formation - Agents occupant un emploi permanent</b>	
Nombre <b>total</b> de jours de formation	<b>2 572,0</b>
Préparation aux concours d'accès à la FPT et aux examens professionnels	11%
Formation prévues par les status particuliers (formation d'intégration, formations de professionnalisation)	58%
Formation de perfectionnement	31%
Formation personnelle (hors congés de formation)	0%
Autres formations (agents non classables)	0%

Le budget consacré à la formation (formations collectives et individuelles, sélections professionnelles) s'est monté à 222.000 euros en 2016, un montant reconduit en 2017 et en 2018. En effet, cette politique en matière de ressources humaines est appelée à être développée dans les années à venir, de façon à assurer des conditions de travail de qualité, qui répondent au besoin de la collectivité dans la conduite des politiques publiques. L'accent est également porté sur les formations à la prévention des risques professionnels. De plus, la collectivité souhaite favoriser l'évolution professionnelle des agents et donc l'accès aux préparations aux concours et examens.

Concernant le temps de travail, un protocole du temps de travail est actuellement en cours de formalisation et de négociation dans la perspective d'une mise en œuvre progressive en 2018.